

**COMMUNIQUE DE PRESSE**

Paris, le 1<sup>er</sup> décembre 2025

**Festival international de la bande dessinée**

Par respect pour le public qui lui a permis, en deux décennies, de faire du Festival international de la bande dessinée, dont elle est l'organisatrice, le troisième événement culturel français (après les festivals de Cannes et d'Avignon), la société 9<sup>e</sup> Art+, dont nous sommes les conseils, avait choisi de garder le silence, malgré les attaques dénuées de tout fondement dont elle est victime depuis des mois.

Les récentes prises de position des acteurs publics locaux, exprimées notamment dans leur conférence de presse commune du 20 novembre et dans l'interview d'un édile souhaitant la chute de 9<sup>e</sup> Art+ « *d'ici la fin janvier* », la forcent désormais à prendre la parole.

9<sup>e</sup> Art+ entend mettre un terme aux allégations qui lui imputent la décision d'annuler l'édition 2026 du Festival. La responsabilité en incombe aux financeurs publics qui n'ont cessé de s'immiscer dans la gestion, pourtant privée, de cet événement, avec la volonté manifeste d'en évincer l'organisateur historique.

En dehors de tout cadre légal, les acteurs publics locaux ont, selon leurs propres termes, « *pesé de tout leur poids* » pour empêcher la reconduction du contrat privé confiant à 9<sup>e</sup> Art+ l'organisation du FIBD. Ils ont ainsi forcé l'annulation des résultats du récent processus d'appel à projets que 9<sup>e</sup> Art+ avait remporté régulièrement, en groupement. Ces mêmes acteurs publics ont encore, de leur propre aveu, obtenu que 9<sup>e</sup> Art+ ne puisse pas concourir dans le cadre du nouveau processus de sélection dont ils ont imposé la mise en place.

Lors de leur conférence de presse du 20 novembre dernier, les financeurs publics ont exprimé leur refus de verser les subventions qu'ils savent pourtant indispensables à la tenue de l'édition 2026. Cette prise de parole a, de fait, envoyé un signal fort et clair à toutes les parties prenantes sur l'impossibilité d'organiser le Festival, ce qui a inéluctablement conduit, dans les jours qui ont suivi, à des retraits de la part de nombreux acteurs de l'événement (exposants, entreprises partenaires...) restés jusqu'alors impliqués dans l'espérance de sa tenue.

Dès lors, l'édition 2026 du Festival ne pourra matériellement pas avoir lieu dans des conditions appropriées. Cette situation ne résulte en aucun cas d'un choix de la société 9<sup>e</sup> Art+ dont le FIBD constitue l'unique raison d'être, mais bien d'une décision unilatérale prise sans concertation par les financeurs publics.

Depuis près de vingt ans, 9<sup>e</sup> Art+ œuvre sans relâche au succès de cette manifestation culturelle, devenue grâce à elle, en tant qu'organisatrice, l'événement international de référence de l'univers de la bande dessinée. Elle s'inquiète désormais des conséquences humaines et économiques de l'absence d'édition 2026. Pour elle qui a,

depuis près d'un an, engagé des sommes importantes pour la préparation de cette édition, mais aussi pour ses salariés, experts et prestataires ainsi que pour les entreprises et commerçants d'Angoulême, de la Charente et de la Nouvelle Aquitaine, qui seront privés des retombées économiques majeures générées par l'un des plus importants festivals français.

Plus grave encore : une lourde incertitude pèse sur les conditions de l'organisation du FIBD en 2027, édition dont l'organisation appartient juridiquement à 9<sup>e</sup> Art+.

Une solution concertée peut, et doit, maintenant être trouvée.

En dépit des campagnes de dénigrement – savamment entretenues et qu'aucune preuve ni décision administrative ou judiciaire n'est jamais venue étayer – 9<sup>e</sup> Art+ est disposée à rencontrer les financeurs publics, pour poser avec eux les bases d'une transition apaisée vers une nouvelle gestion du Festival.

Il en va de l'intérêt supérieur du Festival, de tout ce qu'il apporte au champ de la bande dessinée depuis plus d'un demi-siècle et du rayonnement culturel de la France, de tout un territoire et spécialement d'Angoulême.

**Vincent Brenot / Ghislain Minaire**

Avocats à la cour

Cabinet August Debouzy

---

### **À propos d'AUGUST DEBOUZY**

Ancré au cœur des grands débats économiques, sociétaux et technologiques, August Debouzy s'affirme comme l'un des cabinets d'avocats d'affaires full-service les plus influents du marché français.

Ses 150 avocats – dont 38 associés – combinent excellence technique, sens stratégique et culture du résultat pour transformer la complexité juridique en leviers de création de valeur. Du M&A aux contentieux sensibles, de la régulation numérique aux enjeux ESG, des task-forces pluridisciplinaires sont mobilisées pour chaque dossier, en France, à Bruxelles et partout où l'entreprise a besoin d'agir dans le monde.

Porté par une forte culture d'innovation et un réseau international de partenaires de premier plan, August Debouzy fait avancer les projets les plus ambitieux des dirigeants qui veulent décider, transformer et impacter.

---

### **CONTACT**

Vincent Brenot – [vbrenot@august-debouzy.com](mailto:vbrenot@august-debouzy.com) - 01 45 61 51 80

